

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°625 – 10 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le rapport Performances et perspectives macroéconomiques pour l'Afrique pour 2026 de la BAfD

Le chiffre à retenir

4,6 %

Croissance du PIB réel en Afrique de l'Ouest en 2026
projetée par la Banque africaine de développement

Le 30 mars 2026, [s'est tenu](#) au siège de la Banque africaine de Développement (BAfD) le lancement du rapport "[Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique 2026](#)". L'événement a été présidé par Sidi Ould Tah, président de la BAfD, en présence de plusieurs ministres africains.

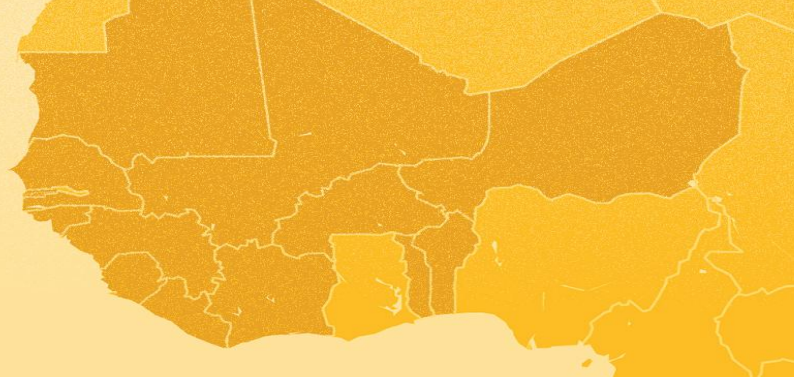
4,2 % de croissance pour l'Afrique en 2025, 4,7 % pour l'Afrique de l'Ouest

La croissance en Afrique subsaharienne est estimée à 4,2 % en 2025 (contre 3,5 % en 2024), avec 22 pays qui auraient connu une croissance supérieure à 5 %. Le PIB par habitant devrait quant à lui progresser de 1,9 % en 2025. Cette progression est plus importante que celle observée en Europe et en Amérique latine, mais reste inférieure à la moyenne mondiale (2,3 %). Les projections de la BAfD réalisées avant le début du conflit au Moyen-Orient prévoient une croissance à 4,3 % en 2026 et à 4,5 % en 2027, soutenue par la consommation privée, la



demande croissante à l'export et l'amélioration des conditions monétaires. Concernant l'Afrique de l'Ouest, la croissance est estimée à 4,7 % en 2025 et atteindrait 4,6 % en 2026 puis 4,8 % en 2027. Tous les pays de la sous-région, à l'exception du Nigéria, auraient enregistré une croissance supérieure à 5 % en 2025 et 12 d'entre eux maintiendraient cette tendance en 2026 et 2027.

La BAfD alerte toutefois sur les vulnérabilités importantes que connaît le continent en matière de dette publique. En effet, même si le ratio dette/PIB maintient une tendance à la baisse, passant de 63,9 % en 2024 à 62,0 % en 2025, puis 61,4 % en 2026, la part moyenne des recettes publiques consacrée au service de la dette extérieure continue d'augmenter, atteignant 35 % en 2025. En cause, l'augmentation du coût des emprunts, qui découle de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, la dépréciation des monnaies et une perception du risque souverain qui s'est accrue.



Parmi les principaux facteurs baissiers, le rapport identifie l'incertitude politique encore présente dans certaines parties de la Corne de l'Afrique et du Sahel, ainsi que la situation de surendettement de plusieurs économies et le rétrécissement des marges de manœuvre budgétaire pour d'autres.

Le rapport ayant été rédigé avant le début du conflit au Moyen-Orient, les chiffres et perspectives qui y sont présentés ne reflètent pas l'impact de cette crise sur les économies africaines. Le chef économiste et vice-président de la BAfD a toutefois rappelé la résilience des économies africaines, notant qu'en cas de conflit de courte durée, l'impact restera limité. S'il se prolonge, le continent pourrait perdre jusqu'à 0,2 point de croissance, un chiffre toutefois variable entre les différents pays.

Croissance du produit intérieur brut réel (en %)

	2025 (estimé)	2026 (projeté)	2027 (projeté)
Afrique de l'Ouest	4,7	4,6	4,8
Bénin	7,1	6,8	7
Burkina Faso	5,5	5,9	6,2
Cabo Verde	5,1	4,9	4,9
Côte d'Ivoire	6,4	6,5	6,5
Gambie	5,8	5,0	5,1
Ghana	5,5	5,5	5,6
Guinée	7,2	8,7	9,5
Guinée-Bissau	5,5	5,6	5,5
Libéria	5,3	5,3	5,5
Mali	5,5	6,1	5,7
Niger	7,8	8,2	6,3
Nigeria	3,9	3,7	4,0
Sénégal	8,1	5,6	6,0
Sierra Leone	4,6	4,7	4,8
Togo	6,2	6,5	6,4
Afrique	4,2	4,3	4,5

Source : rapport « Performances et perspectives macroéconomiques pour l'Afrique »

Régional

La Banque mondiale engage de nouveaux cadres de partenariat pays pour les États du Sahel

Le 7 avril 2026, la Banque mondiale [a soutenu](#) les nouveaux Cadres de partenariat pays pour le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Tchad couvrant la période 2026-2031, visant à stimuler la création d'emplois à travers le renforcement du capital humain, des infrastructures et de la productivité agricole, ainsi que l'appui à des réformes ciblées et au développement du secteur privé. Fondés sur la stratégie relative à la fragilité, aux conflits et à la violence, ces cadres reposent sur une approche flexible, adaptée à chaque contexte national et sur une coordination intégrée mobilisant l'Association internationale de développement, la Société

financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Ils visent également à élargir l'accès des micro, petites et moyennes entreprises au financement, à renforcer les chaînes d'approvisionnement et à soutenir des projets régionaux et transfrontaliers, en cohérence avec les priorités nationales de développement et avec un accent sur l'accès aux services essentiels et les populations vulnérables.

Environ 63,4 M USD de la BIDC en faveur du Sénégal, de la Gambie et de la Côte d'Ivoire

Le 2 avril 2026, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) [a annoncé](#) l'approbation par son Conseil d'administration de plusieurs projets en faveur de l'Afrique de l'Ouest. Au Sénégal, une ligne de crédit de 20 Md FCFA (35,6 M USD) a été



accordée à la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) pour soutenir les PME, les chaînes de valeur agricoles, l'accès au logement et la création d'emplois durables. En Gambie, 10 M USD seront mobilisés en faveur de l'extension des activités de l'entreprise G-Farms, visant à augmenter la capacité de production avicole et laitière, à renforcer la sécurité alimentaire et à diminuer la dépendance vis-à-vis des produits importés. En Côte d'Ivoire, une ligne de crédit de 10 Md FCFA (17,8 M USD) en faveur d'Afriland First Bank permettra de financer les PME, stimuler l'économie réelle, favoriser les investissements productifs et une croissance inclusive.

Bénin

Le FNM étend un programme de microcrédit à l'échelle nationale

Dans [un communiqué](#) en date du 1^{er} avril 2026, le Fonds National de la Microfinance (FNM) a annoncé la généralisation du programme Microcrédit Alafia III sur tout le territoire. Entré dans sa troisième phase depuis octobre 2025, le programme s'appuie désormais sur un réseau élargi à vingt institutions de microfinance partenaires à travers le pays. Microcrédit Alafia III contribue à l'inclusion financière des personnes vulnérables au Bénin, en proposant des crédits de petits montants, et soutient le développement d'activités génératrices de revenus. Pour rappel, le FNM appuie depuis 2006 les acteurs du secteur de la microfinance, notamment les Services Financiers Décentralisés (SFD), pour renforcer l'accès aux services financiers des populations à faible revenu. Ce fonds est porté par le ministère béninois des affaires sociales et de la microfinance.

Burkina Faso

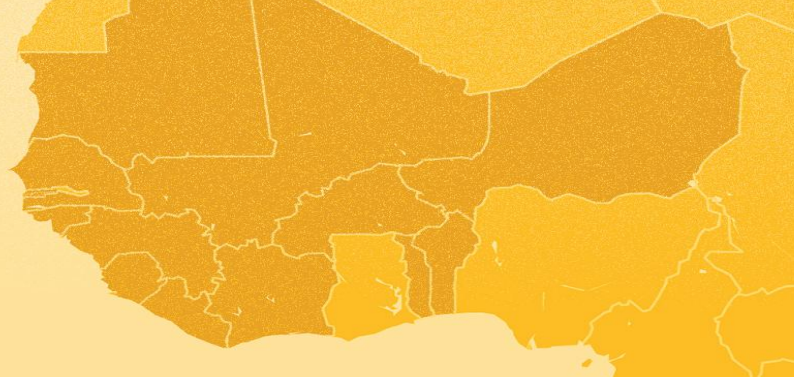
94,2 M EUR pour le Programme de coopération suisse 2026-2029

Le 27 mars 2026, le Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse [a confirmé](#) la poursuite du programme de coopération helvético-burkinabè pour la période 2026-2029. Le programme [bénéficierait](#) d'une enveloppe de 87 M CHF (94,2 M EUR) sur quatre ans. La confédération helvétique distingue trois axes prioritaires pour les actions à mener : (i) protection des populations vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les personnes déplacées internes, (ii) soutien à la gouvernance locale, renforcement de la transparence et de la cohésion sociale, (iii) développement d'opportunités socio-économiques pérennes, notamment grâce à la formation professionnelle, au développement de filières porteuses et au renforcement de l'accès au financement.

Côte d'Ivoire

Lancement du programme Wasuna financé à hauteur de 410 M EUR par l'AFD, l'UE, la KfW et la BEI

Le 2 avril 2026, le gouvernement ivoirien, l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE) [ont procédé](#) à la signature des premiers accords de financement du programme Water & Sun Alliance (Wasuna), s'inscrivant dans la stratégie *Global Gateway* de l'UE. Le programme vise à améliorer les conditions d'accès à l'électricité de plus de 9 M de personnes, via la réhabilitation de six ouvrages hydroélectriques, dont la durée de vie sera prolongée d'au moins 30 ans. Il inclut également la construction de deux centrales solaires et l'installation de systèmes de stockage par batteries, afin de renforcer la stabilité et la



flexibilité du réseau électrique ivoirien. D'un montant total de 410 M EUR, le programme [est financé](#) par un prêt souverain de 130 M EUR de l'AFD et par une subvention de 50 M EUR de l'UE ainsi que par la Banque de développement allemande (KfW) et la Banque européenne d'investissement (BEI). Les accords de financement avec la BEI et la KfW sont, eux, prévus fin 2026.

Lancement d'une facilité de financement de l'UE et de la BERD pouvant atteindre 26,5 M EUR

Le 1^{er} avril 2026, l'Union européenne (UE) et la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) [ont annoncé](#) le lancement de la "Côte d'Ivoire Financing Facility", une facilité de financement pouvant atteindre 26,5 M EUR. Ce nouvel instrument financier s'intègre dans la stratégie *Global Gateway* de l'UE et vise à financer les micros, petites et moyennes entreprises en Côte d'Ivoire. La BERD contribuera à hauteur de 20 M EUR au financement qui pourront être complétés à hauteur de 4 M EUR par d'autres banques partenaires. L'UE financera un programme d'assistance technique à hauteur de 2,5 M EUR visant à renforcer les capacités des 700 entreprises bénéficiaires ciblées, en particulier en matière de responsabilité sociétale des entreprises, mais également pour la structuration de leur modèle économique, l'identification de projets d'investissement et la préparation de demandes de financement.

Attribution de quatre nouveaux permis de recherche minière

Le 1^{er} avril 2026, le Conseil des ministres [a adopté](#) 4 décrets portant chacun attribution d'un permis de recherche minière valable pour l'or d'une validité de quatre ans. Les sociétés bénéficiaires sont (i) *Pioneer Minerals* dans les départements d'Aboisso et d'Alépé ; (ii) *Lley Global Mining* dans le département de Divo et (iii) *Golden Core Resources* avec un permis pour

les départements de Soubré et de Buyo d'une part et un autre permis pour le département de Soubré d'autre part. Ils s'ajoutent aux deux permis de recherche attribués en mars pour l'exploration de lithium et aux quatre permis de recherche attribués en février pour l'exploration aurifère. Selon le rapport *World Exploration Trends 2026* publié en mars 2026 par S&P Global Market, la Côte d'Ivoire a [connu](#) en 2025 la croissance des dépenses d'exploration la plus dynamique du continent africain, ces dernières ayant atteint 186 M USD en 2026, soit une hausse de 64 M USD par rapport à 2024.

Guinée-Bissau

Hausse des prix des carburants

Le 3 avril 2026, le gouvernement de transition a [décidé](#) de relever les prix des carburants, faisant passer l'essence de 794 FCFA (1,2 EUR) à 899 FCFA/litre (1,4 EUR), et le diesel de 786 FCFA (1,1 EUR) à 898 FCFA/litre (1,4 EUR). Selon les autorités, cette révision vise à refléter le coût réel d'approvisionnement dans un contexte de hausse des cours internationaux et à garantir l'approvisionnement et la distribution sur le territoire. Le gouvernement a par ailleurs interdit toute augmentation des tarifs des transports de passagers, entraînant des [grèves](#) de conducteurs dans plusieurs localités, notamment à Bissau, Gabu et Mansoa.

Mali

Annnonce de la mise en place d'un stock de sécurité nationale de produits pétroliers

Le 1^{er} avril 2026, les autorités maliennes [ont acté](#) en Conseil des ministres la constitution d'un stock de sécurité nationale de produits pétroliers. Ce stock stratégique, qui couvrirait 45 jours de consommation nationale,



permettrait d'amortir l'impact des chocs extérieurs sur l'économie malienne, dans un contexte de hausse des prix des pétrole et de perturbations logistiques. Le Mali reste en effet particulièrement dépendant des importations de produits pétroliers. En 2024, le pays a importé 2,7 M m³ de produits pétroliers et plus de 15 800 tonnes de gaz butane, des importations respectivement en hausse de 1,7 % et de 14,4 % par rapport à 2023. Le gouvernement malien a également dû intervenir à plusieurs reprises pour éviter la rupture des approvisionnements, renonçant alors à d'importantes ressources fiscales. La création d'un stock de sécurité permettrait ainsi de ne plus avoir recours à une gestion d'urgence coûteuse.

Sénégal

S&P maintient la note en devise du pays à "CCC+", assortie d'une perspective négative

Le 27 mars 2026, l'agence de notation S&P Global Ratings a maintenu la [note](#) à long terme en devise du Sénégal à "CCC+" (risque élevé) et abaissé la note à long terme en monnaie locale "CCC", contre "B-" précédemment. Les deux notes sont assorties d'une perspective négative. L'agence relève des risques persistants de refinancement de la dette, un blocage des négociations avec le FMI et un accès aux marchés internationaux limité depuis la révision à la hausse des chiffres de la dette publique en septembre 2024. La dette publique est estimée à environ 118% du PIB fin 2025 et les besoins de financement bruts à environ 26 % du PIB en 2026. Face à un budget 2026 contraint, le Premier ministre a annoncé des restrictions de dépenses et le gouvernement se tourne principalement vers le marché régional de l'UEMOA pour ses besoins de financement, faute d'accord avec le FMI. En octobre 2025, Moody's avait dégradé la note à long terme en

devise du Sénégal à "Caa1" avec une perspective négative.

Axian lève un financement de 72 M EUR pour la centrale solaire NEA Kolda

Le 31 mars 2026, Axian Energy [a annoncé](#) le bouclage financier de la centrale photovoltaïque NEA Kolda (Casamance), d'un coût total estimé à 90 M EUR, dont 72 M EUR levés auprès de l'Emerging Africa and Asia Infrastructure Fund (EAAIF), de la banque néerlandaise FMO et l'allemande DEG. La centrale de 60 MW, couplée à 72 MWh de stockage par batterie produira environ 91 GWh/an. Ce projet est le plus important dispositif solaire-stockage d'Afrique de l'Ouest. Il alimentera plus de 235 000 foyers dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité de 25 ans avec Senelec et générera environ 400 emplois locaux avec un programme social d'environ 2 Md FCFA (3 M EUR). La mise en service est prévue pour novembre 2026. Pour rappel, Axian Energy avait déjà lancé les travaux de la centrale en mai 2025 sur fonds propres.

Une croissance résiliente en 2025, des perspectives à la baisse en 2026

Le ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération a publié un [rapport](#) sur les développements économiques récents et perspectives du Sénégal. La croissance du PIB réel en 2025 est estimée +6,7 % (contre +6,5 % en 2024), portée par les hydrocarbures et l'agriculture. En revanche, hors hydrocarbures, la croissance est faible à 1,6 % en 2025. Pour 2026, la croissance du PIB réel est projetée à 2,5%, compte tenu de l'annulation de l'effet de base lié au démarrage de la production d'hydrocarbures. L'inflation s'est établie à 1,4 % en 2025 et le déficit du compte courant s'est réduit à -4,1% du PIB (grâce aux exportations d'hydrocarbures). Le déficit budgétaire a diminué à 6,2% du PIB, contre 13,7 % en 2024, grâce à une compression des dépenses (-7,2 points de PIB).



Sierra Leone

Subvention des carburants dans un contexte de hausse des prix

Le 2 avril 2026, le gouvernement sierra-léonais a [annoncé](#) un ajustement des prix des carburants afin de refléter la hausse des coûts d'approvisionnement liée à l'évolution des cours internationaux. Selon le mécanisme de fixation, le prix de marché aurait atteint 36,10 NLe/litre (1,3 EUR) pour l'essence et 44,26 NLe/litre (1,6 EUR) pour le diesel. Les autorités ont toutefois fixé des prix à la pompe inférieurs, à 35 NLe/litre (1,3 EUR) pour l'essence et 40 NLe/litre (1,5 EUR) pour le diesel sur la période du 2 au 15 avril. Cet écart se traduit donc par une subvention du gouvernement s'élevant à 1,1 NLe/litre (0,04 EUR) pour l'essence et de 4,26 NLe/litre (0,15 EUR) pour le diesel.

Togo

Organisation d'une conférence risque pays par Bloomfield

Le 2 février 2026, [s'est tenue la première conférence risque-pays](#) Togo organisé par Bloomfield Investment Corporation, agence de notation panafricaine. Cet évènement avait pour objectif de présenter la cartographie du risque d'investissement au Togo et d'analyser sa capacité à absorber les chocs internes et externes afin d'orienter les investisseurs. Plusieurs panels thématiques ont été organisés, notamment sur la performance macroéconomique, l'entrepreneuriat féminin, la politique d'industrialisation et l'évolution de l'environnement socio-politique et sécuritaire. Le Togo se positionne parmi les pays à risque modéré avec une note globale de 5,9/10, résultat de l'évaluation de cinq paramètres, à savoir le climat des affaires, les performances

macroéconomiques, la gestion des finances publiques, la solidité du système financier et le risque sociopolitique.

Le nombre d'entreprises créées en hausse au 1^{er} trimestre 2026

Le Togo a enregistré 4 357 nouvelles entreprises au premier trimestre 2026, selon les statistiques du [Centre de formalité des entreprises](#), en hausse de 2,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025, mais en recul de 3,2 par rapport à celui de 2024. Les entreprises créées par des femmes représentent moins du tiers (28,8 %) des entreprises créées au premier trimestre, une tendance déjà observable en 2025 (28,6 %) et en 2024 (30,5%). A noter que 20,7 % des nouvelles entreprises sont portées par des personnes de nationalité étrangère au 1^{er} trimestre 2026, en augmentation de 1,8 point de pourcentage (p.p) par rapport au 1^{er} trimestre 2025 et de 5,4 p.p par rapport au 1^{er} trimestre 2024.

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)